

Encourager les logiciels libres

Une poignée de sociétés d'envergure mondiale se partagent le marché des logiciels. Collectivités, chercheurs, entreprises cherchent une alternative à cette dépendance en créant un patrimoine de logiciels libres. Colloque le 9 mars.

Que ce soit dans les entreprises, l'enseignement et la recherche, l'administration et les collectivités, la domination de quelques fabricants de logiciels est de plus en plus mal supportée, d'autant que cette dépendance a un coût élevé et des conséquences dans la liberté d'entreprendre.

La chambre de commerce du Pays d'Arles, l'IUT de Provence (ateliers SNCF) et la Ville d'Arles organisent ensemble un colloque le 9 mars pour en discuter avec des spécialistes.

Thérèse-Annie François, professeur d'informatique confirme : « l'intérêt pour ce que l'on appelle les logiciels libres n'a cessé d'augmenter ces dernières années. On commence à réaliser qu'il n'y a pas de fatalité à payer toujours plus cher des logiciels que l'on ne peut même pas faire évoluer selon nos besoins spécifiques ».

Alain Dervieux, conseiller municipal, délégué aux nouvelles technologies, précise ce qu'apportent les logiciels libres. « On les dit libres, parce que les utilisateurs peuvent accéder aux codes sources de ces logiciels. Il ne faut pas les confondre avec les logiciels gratuits qui

n'offrent pas forcément cet accès. Les services informatiques, comme nous en avons un en mairie d'Arles, peuvent donc développer des applications adaptées à un service précis. C'est ce que nous avons fait pour la gestion de nos listes électorales. » Une application qui intéresse d'ailleurs d'autres communes et le Conseil général. François Raynaud, directeur du service informatique, cite d'autres logiciels formatés en vue de la gestion des fournitures vendues ou stockées par les régies, le recouvrement... « Le principal intérêt reste la mutualisation des développements qui permet à d'autres collectivités de bénéficier de ce que l'une d'entre elles a réussi à mettre au point », précise l'informaticien.

En effet, les entreprises, les chercheurs, les collectivités qui militent pour cette alternative, ont convenu de s'associer et d'échanger leurs informations.

Sortir de la domination des quelques fabricants intéresse aussi le monde économique « notamment les petites entreprises, qui n'ont pas les moyens de s'offrir un service informatique », souligne Bernard Boeri de la CCIPA. Il précise qu'en 2005, les sociétés de services de logiciels libres ont réalisé un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros en France.

Deux conférences à 16 h et 18 h
« Les enjeux du logiciel libre » de Rosaire Amore, vice-président de l'Aful (association francophone des utilisateurs de Linux et d'autres logiciels libres)
« Le modèle économique du libre », de Thierry Benita, gérant d'Atréal, société de service en logiciels libres.



Le service informatique de la mairie d'Arles a développé un logiciel de gestion des listes électorales dans le secteur du « libre »

■ Pré-inscriptions en écoles primaires et maternelles

Du lundi 27 février au vendredi 7 avril 2006, les parents sont invités à effectuer les formalités de pré-inscriptions pour l'année scolaire 2006-2007, au service de l'enseignement ou dans les mairies annexes.

La pré-inscription en mairie, obligatoire avant toute inscription à l'école concerne, les nouveaux arrivants sur la commune d'Arles (1^{re} année de scolarisation sur Arles), les enfants entrant en école élémentaire (cours préparatoire), les enfants entrant en école maternelle. Les documents à fournir sont les suivants : livret de famille, justi-

ficatif de domicile, certificat de radiation (pour les élèves arrivant de communes extérieures), jugement de divorce (ou de séparation); autorisation des deux parents si garde alternée ou absence de jugement.

Mairie d'Arles, Service Enseignement de 9 h à 16 h du lundi au vendredi, rue Plan-de-la-Cour au 2^e étage. Tél. 04 90 49 59 95.

Mairies annexes de Mas-Thibert, Moulès, Raphèle, Salin-de-Giraud, le Sambuc à leurs horaires habituels.

Brèves

■ Logement

L'Insee réalise une enquête sur les conditions de logement des français du 27 février au 23 décembre 2006. Les réponses fournies lors des entretiens restent anonymes et sont exploitées dans un but statistique uniquement. Plus d'infos sur www.insee.fr

■ Retraités de la Cram

La Caisse régionale d'assurance maladie du Sud-Est envoie, chaque année aux retraités de la région Paca-Corse, un courrier (entre le 1^{er} février et le 31 mars 2006) indiquant le montant de la retraite du régime général à déclarer aux impôts.

Renseignements avec votre numéro de sécurité sociale au 0 821 222 426 (0,12€ la minute), de février à juin 2006, du lundi au vendredi de 8 h à 17 h 30 et 24 h sur 24 par serveur vocal ou sur www.retraite.cnnav.fr rubrique « votre espace personnel ».

■ Déclaration de revenus en mai

Une nouveauté cette année : vous recevrez votre déclaration de revenus pré-remplie.

Certains revenus, connus de l'administration, seront déjà imprimés sur cette déclaration. Il s'agit des salaires, des retraites, des allocations de chômage et des indemnités journalières de maladie. Pour cette raison, votre déclaration ne vous parviendra pas comme d'habitude en février mais au début du mois de mai. Il est donc inutile de vous inquiéter et de vous rendre ou de téléphoner à votre service des impôts en mars ou avril.

■ Orientation

La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) réunit comme chaque année les élèves des classes de troisième et de seconde et leurs parents, pour une réunion d'information sur l'orientation scolaire en présence des proviseurs des lycées d'Arles. Des représentants des formations supérieures disponibles sur Arles participeront également à la réunion, mardi 7 mars à 18 h, Maison de la vie associative.

■ Parents d'enfants atteints de maladies psychiques

L'Unafam (Union nationale des amis et familles de malades psychiques) a une antenne à Arles. Les permanences de l'association se tiennent chaque 2^e jeudi du mois, de 14 h 30 à 17 h 30 à la Maison de la vie associative, boulevard des Lices.

Renseignements au 06 22 57 82 03. Tous les premiers jeudis du mois, des groupes de parole se tiendront en présence d'un psychologue à partir de 18 h 30.